

aux fonctionnaires à Londres, lors de mon escale de retour.

L'évêque de Calabar a signalé autre chose. Il a sorti de son bureau une grande photographie d'un enfant affamé, qui avait été publiée dans le monde entier—nous l'avons vue au Canada. Il nous a dit: Voilà ce que le Biafra a fait circuler dans le monde pour montrer un enfant affamé du pays. Mais nous savons tous ici qu'il s'agit d'un enfant de la tribu des Épics. Ceux qui vivent en dehors de l'Afrique ne sauraient faire la différence. Ce sont des choses semblables qui se passent. Personne n'est innocent.

Dans une certaine mesure, nos propres organes d'information se sont livrés à cette propagande. Je vais en citer un exemple. Nous avons fait le voyage en compagnie d'un journaliste du *Telegram* de Toronto dont l'opinion était clairement arrêtée avant même de partir pour le Biafra. Il avait pris parti en faveur des Biafrais, et à tel point qu'il avait rédigé et signé son compte rendu intitulé «Biafra» avant même notre arrivée sur les lieux. Il l'avait écrit à São Tomé, et dès notre entrée au Biafra, il l'a télégraphié. C'est ce que j'appelle un reportage irréféchi, et c'est ainsi qu'on a procédé pendant cette guerre. Nous avons reçu des reportages partiels et de la propagande des deux côtés. Il faut le déplorer, je crois; il faut surtout déplorer qu'un journaliste canadien ait participé à une initiative aussi partielle. C'est vraiment regrettable.

J'exhorte les députés à ne pas faire de cette situation pénible un ballon politique. Nous avons tous nos propres idées. Si nous voulons embarrasser le gouvernement, choisissons un autre sujet—mais ne prenons pas les gens qui meurent de faim au Biafra et au Nigéria comme prétexte à tirades politiques. Le comité des affaires extérieures a présenté un rapport. Nous n'étions pas d'accord avec tout ce qu'il contenait. Je ne l'étais certainement pas pour ma part. D'ailleurs, j'ai essayé de présenter un ou deux amendements, mais on a rejeté mes propositions. Toutefois, lorsqu'on est membre d'un comité, on s'efforce de concilier les points de vue. Par exemple, la quatrième recommandation a trait à la construction et à la reconstruction des aéroports. A mon avis, c'était trop s'engager dans cette guerre, et l'on n'aurait pas dû faire cette recommandation. Toutefois, je le répète, les membres d'un comité essaient d'arriver à un accord général.

Je sais que le député de Greenwood (M. Brewin) n'était pas d'accord avec la plupart des opinions exposées dans le rapport. C'est

son droit. A mon avis, toutefois, nous ne devrions pas laver notre linge sale à l'extérieur du pays. Nous devrions discuter de nos différences d'opinions à la Chambre et au comité, et non à l'étranger.

Le jour de notre départ était justement le jour de la présentation du rapport à la Chambre des communes et c'est pourquoi nous n'en avons pas d'exemplaires. Mais le député de Greenwood décida d'envoyer un exemplaire de son rapport minoritaire et c'est ainsi que le colonel Ojukwu a pu lire ce rapport, mais il n'a jamais reçu le second. Ce n'est pas de cette façon que nous devrions agir car cela compromet tous nos efforts. Je prie les membres de tous les partis d'oublier leurs différends politiques dans les circonstances actuelles. Plutôt que de chercher à faire le jeu de la politique, tâchons donc de trouver les meilleurs moyens possibles de soulager ceux qui souffrent.

J'aurais une remarque à faire au sujet de la Croix-Rouge. Elle a déployé des efforts considérables, mais son œuvre au Nigéria n'a pas été particulièrement remarquable à mes yeux. Fait à signaler par exemple, les vols entrepris par la Croix-Rouge ont été bien inférieurs en nombre à ceux des Églises—environ la moitié. La Croix-Rouge n'a peut-être pas les mêmes taux de rémunération pour ses pilotes et a peut-être eu des difficultés avec ses équipages et ainsi de suite. Bon, je veux bien. Mais si l'organisation se préoccupait davantage de son travail et un peu moins de son administration, cela améliorerait grandement les choses, selon moi. Ainsi, sur l'île de Fernando Póo, l'administration compte 56 personnes, à part les équipages des avions. On n'a certainement pas besoin de tout ce monde pour veiller aux opérations sur l'île. Le mécontentement sur ce point semble être général dans la région. Nos militaires canadiens étaient du même avis—la Croix-Rouge se préoccupe trop des questions administratives et pas assez des opérations de secours.

A mon avis, le Canada devrait essayer de répondre de façon humanitaire aux besoins du Nigéria et du Biafra mais, en dehors de cela, il devrait s'occuper de ses propres affaires. J'espère que tous les pays adopteront ce point de vue. J'aimerais faire deux recommandations au gouvernement dans ce sens. Premièrement, il faudrait accroître autant que possible le nombre de vols de jour qui apportent des secours aux deux parties en cause. J'ai posé des questions au colonel Ojukwu au sujet des vols de jour. Il a dit qu'il les approuvait en principe, mais qu'il ne pouvait pas permettre à la Croix-Rouge de dicter ses conditions. Il n'a peut-être pas tort.

(Continued on page 3232)